

Vendredi 08 mars 2024

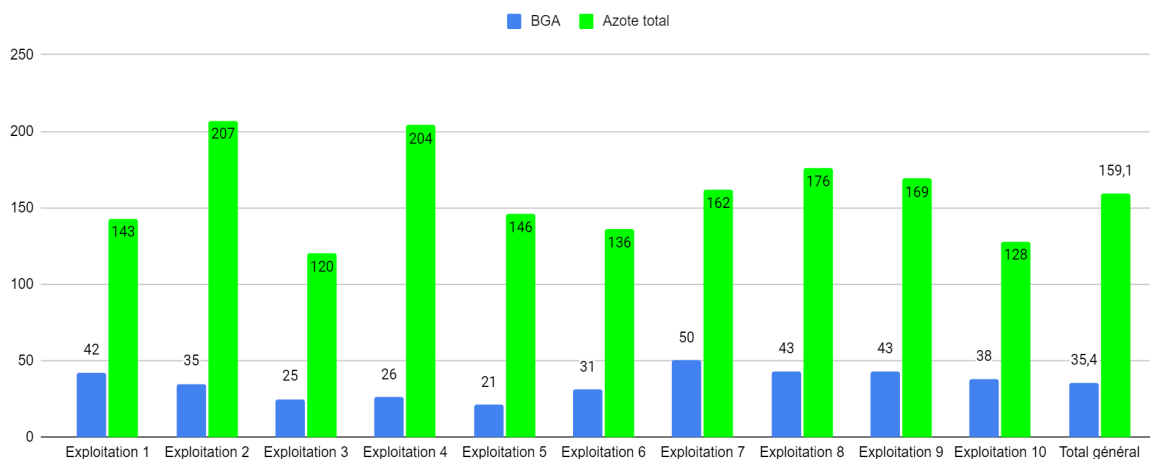
Sujet :

Projet de PAR 7 - Contribution Cooperl

Dans le cadre de la consultation publique du projet de PAR 7, nous avons voulu appréhender et quantifier l'impact des évolutions de ce projet par rapport au PAR 6 modifié, notamment celles portant sur les seuils réglementaires en Bassin Versant Algues Vertes. Pour comprendre l'impact du changement du seuil de Balance Globale Azotée de 25 à 20, ainsi que du plafonnement à 140 unités d'azote totales en cas de dépassement du seuil, nous avons étudié l'évolution des BGA et des rendements de 10 exploitations adhérentes à notre coopérative localisées en zone BVAV. Les résultats présentés à la suite ont été obtenus en calculant les BGA des exploitations sur la campagne culturale 2022/2023. En cas de dépassement du seuil BGA 20, nous avons recalculé l'azote total apporté par culture en conservant au maximum les apports organiques, pour arriver à une moyenne de 140 unités d'azote totales sur l'exploitation. Ce choix a été fait par souci de gestion de l'azote organique au sein des exploitations porcines, problématique très importante dans ce type d'élevage. Nous avons ensuite calculé la différence d'azote efficace apporté par culture entre la situation initiale et la situation au seuil des 140 uN, ce qui nous a permis d'appréhender l'évolution des rendements prévisionnels en prenant les besoins des cultures par unité de rendement. Les exploitations choisies ont toutes une BGA supérieure à 20. Nous avons porté notre analyse sur ces exploitations pour pouvoir soulever les problèmes portés par les évolutions du projet de PAR 7. Ces exploitations ne représentent pas une situation globale, mais sont des exemples concrets de la situation des exploitations situées en BVAV.

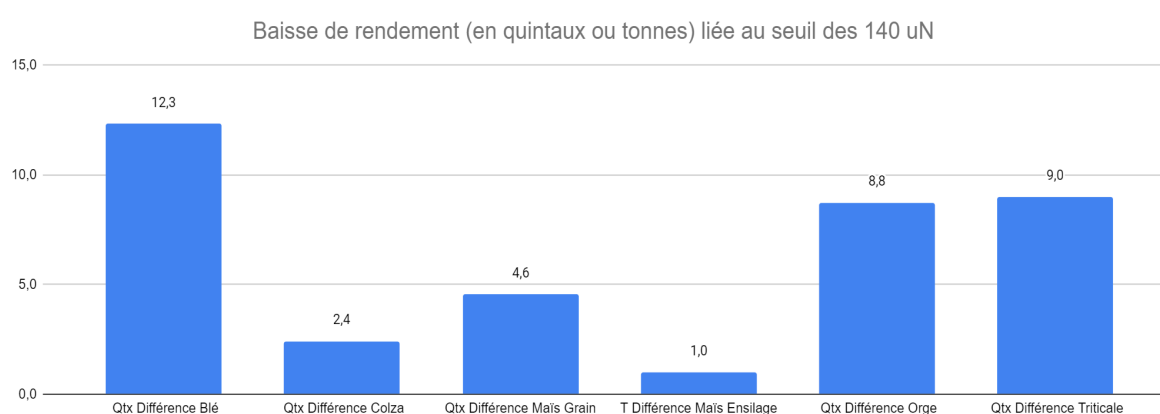
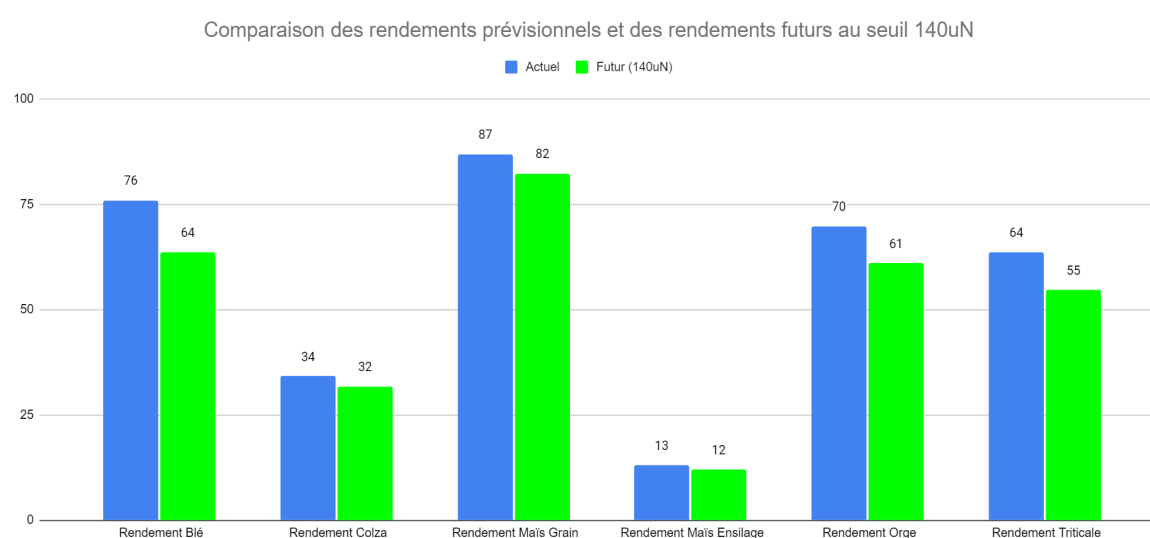
Sur les 10 exploitations analysées, 3 d'entre elles possèdent une BGA supérieure à 20, en se situant pourtant sous le seuil des 140 uN totales.

BGA et Azote total des exploitations analysées



La BGA étant très fortement liée aux rendements réalisés par rapport aux rendements prévisionnels, et donc fortement impactée par différents aléas, notamment climatiques, nous avons regardé l'évolution des BGA en faisant évoluer les rendements. Nous avons réalisé 4 modulations (bons rendements toutes cultures, mauvais rendements toutes cultures, bons rendements maïs et mauvais rendements céréales, mauvais rendements maïs et bons rendements céréales) en utilisant l'évolution moyenne en valeur absolue des cultures grâce aux données Agreste sur la période 2000-2021. Ces modulations montrent qu'une BGA peut varier selon les rendements réalisés (et donc avec des rendements prévisionnels identiques) jusqu'à un delta moyen de 18. Ce delta étant presque égal à la valeur seuil, et les conditions climatiques des 2 dernières années ainsi que l'année en cours étant compliquées, le seuil de la BGA semble compliqué à atteindre, même avec une moyenne triennale. Ces aléas climatiques risquent malheureusement de passer du stade exceptionnel à une situation normale et classique.

Si le seuil réglementaire est difficilement tenable, il semble cohérent de penser qu'une majorité d'exploitations en zone BVAV seront plafonnées aux 140 uN totales. Selon la méthode présentée précédemment, on obtient la baisse des rendements prévisionnelles suivante par culture :



En moyenne, les rendements céréales chuteraient de 12% (Blé 15%, Colza 7%, Orge 13%, Triticale 14%) contre 6% pour le maïs (5% Maïs Grain, 8% Maïs Ensilage). Le seuil des 140 uN semble donc favoriser la culture de maïs, ce qui paraît cohérent puisque nous sommes dans la volonté de valoriser

les apports organiques, ce que permet la culture de maïs. En effet, la conduite habituelle du maïs pour les élevages porcins amène à un apport moyen de 140 uN totales (40m³ de lisier de porc à 3,5uN).

Pour résumer, cette analyse ne permet pas d'assurer les conséquences des changements du PAR 7 mais d'entrevoir les faiblesses agronomiques du choix du seuil de la BGA à 20 et des 140 uN totales. D'une part, l'un est un indicateur lié à des facteurs indépendants de la volonté de l'éleveur. En effet, les conditions climatiques des années précédentes ont fortement impacté les rendements en céréales et en maïs entraînant un écart de rendement et par la même occasion un écart de BGA. Cet impact non contrôlé entraîne une frustration supplémentaire chez des éleveurs déjà accablés de contraintes administratives et environnementales. D'autre part, le seuil de 140 uN totales entraîne une chute des rendements et pourrait amener les élevages à passer en monoculture de maïs. Ce constat a déjà été fait lors de la mise en place des bassins versants contentieux nitrates en 2008.

De plus, la baisse des rendements entraînerait une perte économique ; le gain économique lié à la réduction de fertilisation minérale ne couvrant ni les pertes des cultures de ventes, ni le manque de matières premières pour nos éleveurs fabriquant eux-mêmes leurs aliments. Outre cette perte, le plafond des 140 uN totales pourrait mettre en difficulté les éleveurs concernant la gestion de leurs effluents organiques.

Les plans d'épandage seraient largement modifiés, les prêteurs étant eux-mêmes impactés par ces évolutions de seuils. Certains éleveurs seraient contraints d'augmenter leur capacité de traitement de lisier, entraînant des investissements et coûts supplémentaires.

En conclusion, l'indicateur de la Balance Globale Azotée ne semble pas être adapté à la région Bretagne d'un point de vue agronomique (du fait de la très grande proportion d'élevages bretons en polyculture-élevage), mais convient plus à des exploitations en monoculture comme les bassins de production céréalière. En effet, le calcul de la BGA s'effectue sur l'azote total et non pas l'azote efficace. Ainsi, avec les éléments présentés précédemment, atteindre les objectifs de BGA signifie utiliser de l'azote minéral au lieu de l'azote organique pour conduire ses cultures sereinement, et donc indirectement, de petit à petit mettre fin à l'élevage dans les zones BVAV.

Nous sommes prêts à contribuer à l'élaboration d'un indicateur pertinent avec les acteurs de la région (agronomes et administratifs) dans la poursuite du travail effectué sur les ZSCE. L'équilibre doit être trouvé entre des enjeux environnementaux importants et une réglementation agronomiquement conductible afin de garantir la productivité, la compétitivité et la poursuite d'activité de nos éleveurs dans ces zones à enjeux.